

Prise en charge de la population en cas de  
crise sur le territoire de la ville de Montélimar  
dans le cadre du Plan Communal de  
Sauvegarde (PCS) et de la préservation des  
personnes et des biens dans le cadre de la  
protection civile.



Date de signature : .....  
N° de convention : .....

# Convention Ville de Montélimar – Association de Protection Civile de la Drôme

**Prise en charge de la population en cas de crise sur le territoire de Montélimar dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et de la préservation des personnes et des biens dans le cadre de la protection civile.**

Entre

La **Ville de Montélimar**, représentée par son Maire, **Monsieur Julien CORNILLET**, ou son représentant, dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date du XX XX 2022, ci-après désigné **la Ville**.

D'une part,

et

**L'Association de Protection Civile de la Drôme** représentée par **Monsieur Quentin RAHMS**, agissant en qualité de Président, dûment autorisé à l'effet de passer convention, ci-après désigné **L'Association de Protection Civile de la Drôme**.

D'autre part,

Il est tout d'abord rappelé ci-dessous que :

---

## PRÉAMBULE

---

Le Plan Communal de Sauvegarde mis en place par la Ville de Montélimar est déclenché en cas d'évènements majeurs naturels, technologiques ou sanitaires. Il a pour objectif l'information préventive et la protection de la population. La Ville de Montélimar peut également avoir des besoins dans le cadre de la prise en charge des personnes et des biens, dans le cadre de la protection civile, lors d'évènements ne nécessitant pas le déclenchement du PCS, mais pour lesquels des moyens humains et matériels peuvent être nécessaires. Dans ce cadre, il apparaît nécessaire d'établir, en amont, des conventions avec des partenaires externes tels que radios, associations agréées de sécurité civile, magasins alimentaires, etc... pour assurer efficacement, le moment venu, l'alerte, l'information, la protection et le soutien des populations au regard des risques.

Ceci étant dit, il est arrêté et convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre la Ville et l'Association de Protection Civile de la Drôme pour la mobilisation des membres de l'association et des moyens logistiques en renfort de ceux déployés par la commune en cas de crise majeure.

## Article 2 – Désignation des contacts

Les personnes à contacter de l'Association de Protection Civile de la Drôme sont notifiés en annexe 1.

Pour répondre à leur besoin d'informations techniques relatives à l'alerte ou les mesures en cours, les personnels de l'association auront un contact privilégié dans les services municipaux avec le cadre d'astreinte, le directeur de la police municipale, le directeur général des services.

Les Risques majeurs situés sur la Ville de Montélimar sont :

- Inondation
- Feu de forêt
- Séisme
- Transport de Matière Dangereuse (TMD)
- Transport de matière dangereuse par canalisation
- Risque nucléaire

## Article 3 – Modalités d'engagement

Le déclenchement de la Protection Civile de la Drôme, par la Ville de Montélimar, se fera par un mail formel à l'attention du président de l'Association de Protection Civile de la Drôme, Monsieur Quentin RAHMS, à l'adresse suivante : [operationnel@protectioncivile-26.org](mailto:operationnel@protectioncivile-26.org).

[Ce mail fera suite à une prise de contact téléphonique initiale via le numéro de veille opérationnelle \(voir Annexe 1\) précisant le contexte de l'intervention et le besoin.](#)

Les délais d'engagement sont fixés comme suit :

L'Association de Protection Civile de la Drôme prend l'engagement, dans la mesure de ses moyens humains et techniques, de mobiliser ses adhérents, bénévoles et ses moyens logistiques (dans la limite des disponibilités) pour la durée de l'intervention décidée en concertation avec le partenaire. Le déclenchement des moyens est immédiat à réception de l'appel. Un cadre opérationnel prend le départ dans l'heure suivant le déclenchement. Les premiers moyens sont mobilisés dans ce même délai.

Au besoin et si les moyens départementaux sont insuffisants, la Protection Civile de la Drôme peut faire appel à des moyens Protection Civile extra-départementaux, zonaux voir nationaux. Ces renforts seront sollicités en lien avec l'autorité communale, les coûts liés à leur intervention.

Les équipes de la Protection Civile de la Drôme sont placées sous la responsabilité d'un cadre de l'association désigné par celle-ci. Il assure l'interface entre le partenaire et les équipes de la Protection Civile de la Drôme.

Les équipes de la Protection Civile de la Drôme interviennent en tenue de la Protection Civile de la Drôme.

## Article 4 – Modalités financières

L'annexe IV définit les modalités financières de l'engagement des moyens de la Protection Civile de la Drôme.

Cette annexe pourra être révisée lors des reconductions. Elle sera alors transmise à la Ville de Montélimar au minimum trois mois avant la date anniversaire.

Ces modalités financières permettent de prendre en charge le remboursement des frais kilométriques, les charges de l'association, les consommables, l'usure et l'investissement en matériel dédié à ces actions et l'ensemble des coûts liés à la mobilisation des bénévoles sur le terrain.

La Protection Civile de la Drôme s'engage à fournir au prestataire dans les 30 jours qui suivent chaque intervention une facture détaillée de l'ensemble de la prestation (kilomètres, consommables, heures d'intervention...). Le partenaire s'engage à régler cette facture après réception.

## **Article 5 – Assurances**

Dans le cadre de la présente convention, les bénévoles sont assurés par l'Association de Protection Civile de la Drôme.

L'Association de Protection Civile de la Drôme est propriétaire du matériel acheté dans le cadre de la convention et l'assurance de ce matériel lui incombe

## **Article 6 – Communication**

Toute communication sur les opérations, objet de la présente convention, devra être effectuée en concertation avec les partenaires.

A ce titre, l'usage de l'emblème et du nom ou des initiales de la Protection Civile de la Drôme, quel que soit le support de communication, devra faire l'objet, au cas par cas, d'un accord écrit préalable de sa part.

Il en est de même, pour l'usage par la Protection Civile de la Drôme du logo de la Ville de Montélimar dans le cadre de sa propre communication.

## **Article 7 – Suivi de la convention**

Les représentants de la Ville et de l'Association de Protection Civile de la Drôme feront le point autant que de besoin sur le suivi de l'application de la présente convention et examineront toutes les questions relatives à la coopération entre les 2 parties :

- Evaluation des procédures et des outils de transmission des informations ;
- Discussion sur les éventuelles difficultés rencontrées et propositions des pistes d'amélioration ;
- Propositions d'éventuelles modifications à la convention.

## **Article 8 - Durée et résiliation**

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature pour une durée de deux ans. Elle se poursuit par tacite reconduction pour une durée égale, dans la limite de 2 renouvellements.

L'Association de Protection Civile de la Drôme peut demander la résiliation au cas où ses moyens techniques et humains ne permettraient plus d'assurer la mission.

Les signataires à la présente pourront dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de 2 mois.

Cette durée de préavis peut éventuellement être abrégée si les parties en conviennent d'un commun accord. Cette résiliation ne peut ouvrir droit à aucune indemnité au profit de l'autre partie contractante.

### **Article 9 - Modifications**

Toutes modifications dans les missions confiées et les modalités financières feront obligatoirement l'objet d'un avenant à la présente convention.

### **Article 10 - Règlement des litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Grenoble. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

### **Article 11 - Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de Ville de Montélimar.

Fait à Montélimar, le

**Quentin RAHMS,**  
Président de l'Association  
de Protection Civile de la Drôme

**Julien CORNILLET,**  
Maire de Montélimar

---

## **ANNEXE 1 : Contacts Association de Protection Civile de la Drôme**

---

### **Modes de transmission des informations**

- ADPC26 - Direction : [direction@protectioncivile-26.org](mailto:direction@protectioncivile-26.org)

### **Liste des personnes à contacter en priorité :**

↳ Veille Opérationnelle Protection Civile de la Drôme : 06 02 14 35 20

Si injoignable :

Monsieur Quentin RAHMS, Président : 06 47 94 93 15

Permanence Téléphonique Protection Civile de la Drôme : 07 70 00 51 16

## **ANNEXE 2 : Moyens humains et logistiques**

### **Ressources humaines :**

- Entre 20 et 40 bénévoles mobilisables facilement le week-end et la nuit (le nombre de bénévoles dépend du jour et de l'heure de l'intervention) ;
- 1 équipe d'écoute psychologique ;
- 1 représentant de l'association est détaché au PCC à la réception de l'appel ;
- Possibilité de renforts (technique et humains) d'autres départements si besoin.

### **Ressources matérielles et logistiques disponibles :**

- 4 véhicules de secours équipés (Véhicule de Premiers Secours à Personne – Ambulance) ;
- 3 véhicules de logistique et de commandement ;
- 5 véhicules légers
- 1 véhicule de soutien technique
- 2 lots Centre d'Accueil des Impliqués, 2 x 100 personnes pouvant être prises en charge (recensement administratif, ravitaillement, ...)
- 2 unités d'hébergement (pour 50 personnes / unité)
- 2 tentes >20 m<sup>2</sup>
- Soutien technique :
- Inondations – vides caves, pompes thermiques, nettoyeurs haute pression
- Petit matériel : pelles, seaux, raclettes, ...
- Production électrique : groupes électrogènes
- Peuvent mobiliser des moyens lourds hors département

## ANNEXE 3 : Missions

---

La Protection Civile de la Drôme, dans le cadre de situations d'exception, en complément de l'action des pouvoirs publics, propose de mettre en œuvre notamment tout ou partie des actions suivantes :

- Alerter et mettre à l'abri des personnes dans le cadre d'évacuations
- participer à la cellule de crise de l'opérateur,
- mettre en place un centre d'accueil des impliqués ou un centre d'accueil des familles (CAF) et participer aux missions de soutien psychologique,
- prendre en charge l'accueil des familles des personnes décédées dans un lieu de recueillement et d'hommage collectif,
- mettre en place un poste de secours pour prise en charge de personnes blessées ou malades
- encadrement de bénévoles spontanés
- missions techniques de déblaiement ou d'aide à la réhabilitation de zones sinistrées
- actions spécifiques : canicule, grand froid.



## ANNEXE 4 : Modalités financières

### 1.1 Personnel

Définition	Montant forfaitaire	Observations
Déclenchement de la veille opérationnelle	75 €	
Personnel	10 €	Forfait par heure pour 1 personnel

Le calcul du montant forfaitaire du personnel comprend la formation de ce dernier, l'équipement, les assurances, la gestion administrative....

### 1.2 Moyens

Définition	Montant forfaitaire	Observations
Centre d'Accueil des Impliqués / Accueil des Familles	200 €	Par jour par tranche de 50 personnes accueillis
Surface d'accueil modulaire (Tente) de 18 m <sup>2</sup>	150 €	Par jour
Centre d'Hébergement d'Urgence	350 €	Par nuit par tranche de 50 personnes
Matériel abimé ou volé (hors usure normale)	N/A	Coût du matériel à neuf
Consommables	N/A	Sur facture
Moyens complémentaires	N/A	Après discussion avec le demandeur

### 1.3 Véhicules

Définition	Montant forfaitaire	Observations
Véhicule de Premiers secours à Personnes	200 €	Par jour
Autres véhicules (VL, VTP, ...)	100 €	
Frais kilométriques	0,4 €/Km	